



DOMINIQUE
Joseph

« JE CROIS EN L'ÉDUCATION POPULAIRE
COMME OUTIL DE TRANSFORMATION
SOCIALE PAR LE COLLECTIF. »

CESE

MUTUALITÉ

PARITÉ

POLITIQUE

INSTITUTION

2016 : Secrétaire générale, Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

2006 : Membre du Conseil d'administration de la FNMF

1991 : Vice-Présidente en charge des ressources humaines de la mutuelle des agents des impôts

1987 : Présidente du comité départemental de la Mutuelle générale des impôts (MGI)

1976 : Agent, Direction générale des impôts

Dominique Joseph grandit à Tarbes, en Occitanie. A quatorze ans, elle s'investit en tant qu'aide-monitrice dans des colonies de vacances accueillant des enfants de toutes origines et conditions sociales. Elle débute sa carrière professionnelle à la direction générale des impôts et est affectée pour son premier poste à Orléans, où elle découvre le syndicalisme et la mutualité. Au bout de 3 ans elle est mutée au Centre des impôts de Biarritz où elle participe bénévolement à l'animation d'un centre de vacances géré par la Mutuelle des Agents des Impôts (M.A.I). Dès son affectation en Seine-Saint-Denis, en 1983, Dominique Joseph poursuit son implication au sein de la M.A.I, en devenant présidente du comité départemental. Elle est élue au Conseil d'administration de la mutuelle et est nommée au Bureau national en juillet 1991. Elle y occupe plusieurs fonctions, dont celle de trésorière générale. A la création de la MGEFI (Mutuelle générale de l'économie, des finances et de l'industrie) en 2007 elle en devient d'abord trésorière, puis vice-présidente. En 2006, Dominique Joseph est élue au Conseil d'administration de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF), dont elle est depuis 2016 la Secrétaire générale. Elle préside, depuis sa création en juin 2016, MutElles, le réseau des femmes en Mutualité. Dominique Joseph siège au Conseil économique, social et environnemental (CESE) depuis 2019. Depuis 2021, elle y préside le Groupe Santé et Citoyenneté, est vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité (DDFE) et est membre de la commission Économie et finances. Dominique Joseph a été rapporteure de 2 avis du CESE : "Crise sanitaire et inégalités de genre" en mars 2021 et "Fin de vie: faut-il faire évoluer la loi" en mai 2023. Elle est également membre du Conseil supérieur de l'ESS (CSESS) et ambassadrice pour la parité dans l'ESS.

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LA MUTUALITÉ

Dominique Joseph constate très tôt le manque de femmes aux postes à responsabilité dans la mutualité. En 1991, quand elle est élue au conseil d'administration de la mutuelle des agents des impôts, elle sait que c'est en partie parce que les responsables voulaient plus de femmes et de jeunes. Très rapidement, elle s'engage au sein de la Mutualité française pour obtenir davantage de renouvellement générationnel, de femmes et de diversité parmi les élus et élues.

Mais malgré ses efforts et les nombreuses résolutions votées, la parité avance lentement : entre 2005 et 2015, le pourcentage de femmes dans les conseils d'administration des mutuelles ne progresse que de 21 à 23%.

En 2014, la loi Hamon sur l'ESS instaure l'obligation de la parité (définie dans cette loi comme un minimum de 40% de femmes) ; afin de répondre à cette obligation, Dominique Joseph et Thierry Beaudet, président de la Mutualité Française de l'époque et actuel président du Conseil économique social et environnemental (CESE), créent le réseau MutElles.

Le réseau n'a pas de statut juridique, il est intégré à la FNMF et fonctionne par le bénévolat. Sa fonction première est de favoriser le repérage de jeunes femmes par des membres de conseils d'administrations afin qu'elles soient accompagnées dans le processus de prise de responsabilité.

+ LECTURES

- *Le Rouge et le Noir* de Stendhal
- *La Femme indépendante* de Simone de Beauvoir
- *Loin à l'ouest* de Delphine Coulin

PERSONNES INSPIRANTES

Dominique Joseph apprend l'importance du collectif et de l'entre-aide auprès de ses parents.

Sa mère est institutrice de village, et elle a jusqu'à 36 élèves dans dix niveaux de classes différents qu'elle fait cohabiter. Son père est courtier en assurance mais quitte son emploi quand les 4 enfants sont en bas âge afin de s'occuper d'eux et du foyer. Il devient à ce moment membre actif dans les foyers ruraux où il anime et accompagne des jeunes, filles et garçons, dans leurs activités sportives. Il lancera aussi un cinéma ambulancier qui va de villages en villages. Dominique Joseph verra son premier film, «La vache et le prisonnier», dans ce contexte. Elle se souvient du conseil de sa mère : "être bienveillante, s'occuper des autres tout en traçant sa propre route".

De son père elle apprend que les choses ne sont jamais définitivement écrites, qu'il n'est pas impossible de sortir des cases que les autres nous assignent ou dans lesquelles on s'enferme soi-même. En effet, être père au foyer dans les années 50 n'était pas coutumier, mais dit-elle, "j'ai toujours très bien vécu d'avoir un père à la maison et aujourd'hui je suis fière des choix de mes parents qui ont cassé les codes".

CONSEILS ET RÉFLEXIONS

Ecouter les jeunes est un enjeu démocratique, l'éducation populaire aussi !

En 2021, Dominique Joseph participe en tant que conseillère à une commission temporaire sous la présidence de Claire Houry, la présidente du Mouvement associatif, sur l'engagement des jeunes et la démocratie au CESE. Le rapport est porté par Kenza Occansey et Marion Pisani.

Pour Dominique Joseph, c'est capital d'écouter les jeunes et de ne pas faire les choses à leur place. Elle est favorable au référendum d'initiative citoyenne mais avec un préalable incontournable d'information et d'appréhension du sujet : «Je crois en l'éducation populaire comme outil de transformation sociale par le collectif et est l'outil idéal à ce préalable, il convient d'en user et d'en abuser».

Pour Dominique Joseph, il faut multiplier les lieux de participation citoyenne, afin que les jeunes notamment puissent partager leur vision de la société, proposer des solutions aux maux touchant notre société et proposer des réponses collectives dans lesquelles ils seront acteurs et actrices : «Sachons faire confiance aux jeunes».

Le projet Matrimoine bénéficie du soutien de



Réalisation :
ESS France,
Observatoire national de l'ESS,
novembre 2023

